



Actualités Développement Durable Asie du Sud

Mai 2017

Sommaire :

- **Evènement : L'Alliance Solaire Internationale missionne l'initiative Terrawatt pour améliorer les conditions de financement des projets d'énergie solaire**
- **Energie : De nouvelles initiatives en faveur du développement des ENR à Sri Lanka**
- **Eau : Les enjeux de l'eau au Pakistan**
- **Aviation Civile : Les compagnies indiennes *low-cost* s'attaquent à de nouveaux marchés**

Evènements	L'Alliance Solaire Internationale confie à Terrawatt initiative une étude pour faciliter le financement des projets solaires
------------	---

En moyenne 70% du coût d'investissement des projets solaires est couvert par l'emprunt, le financement externe est donc un levier essentiel du développement des ENR. L'Alliance Solaire Internationale (ASI), initiative franco-indienne qui a vu le jour lors de la COP 21, vise à favoriser une augmentation significative la production d'électricité solaire dans les 121 pays situés en totalité ou en partie dans la zone intertropicale. L'initiative Terrawatt est une organisation à but non lucratif créée, notamment à l'initiative d'Engie, en parallèle de l'ASI lors de la COP 21. Elle rassemble des entreprises et des institutions financières dans le but d'accompagner le déploiement de l'énergie solaire à grande échelle. Le 18 juin dernier, l'ASI et TWI organisaient le lancement d'une étude sur l'atténuation des principaux risques financiers (« *Common risk mitigation mechanism* ») liés aux projets d'énergie solaire, dans le cadre du programme de l'ASI « *Finance at scale* ».

Cet évènement s'est déroulé en présence de Mr. Upendra Tripathy, directeur général intérimaire de l'ASI, de Mme. Isabelle Kocher, Directrice Générale d'Engie et présidente de TWI, de Mr. Rajeev Kapoor, Secretary du MNRE et de SE M. Alexandre Ziegler, Ambassadeur de France en Inde, qui a souligné le rythme exemplaire de développement de l'énergie solaire en Inde et a rappelé l'ampleur des investissements des entreprises françaises dans ce secteur. Mme Kocher et Mr Kapoor ont tous deux abordé les enjeux relatifs au développement massif de l'énergie solaire que sont la régulation, la standardisation et le financement. Mr Kapoor a rappelé les grands enjeux de la politique indienne de développement de l'énergie solaire en Inde, notamment l'évolution des réseaux de transport et de distribution (*green corridors, smart grids*) ou le rétablissement de la situation financière des compagnies de distribution au niveau des Etats, objectif du programme UDAY.

Energie	Sri Lanka : de nouvelles initiatives en faveur du développement des ENR
---------	--

Alors que la principale centrale à charbon du pays d'une capacité de 900 MW vient de connaître son 37^{ème} incident depuis son entrée en fonction en 2011, la question énergétique demeure cruciale à Sri Lanka. La puissance installée du parc de production sri-lankais s'élève à près de 3900 MW dont 44 % reposant sur l'hydroélectrique, 29 % sur le fuel liquide, 24 % sur le charbon et 3 % sur les énergies renouvelables. Plus de 50 % des capacités de production d'électricité restent ainsi dépendantes des énergies fossiles, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable aux fluctuations du cours des matières premières et du taux de change. Jusqu'à présent, le développement des énergies renouvelables a essentiellement été porté par le secteur privé via des tarifs d'achat fixés pour des unités de taille modeste. **Le gouvernement sri-lankais souhaite toutefois opérer un tournant plus clair en faveur des sources d'énergies alternatives**, comme en témoigne l'abandon définitif du projet de création d'une centrale à charbon de 500 MW dans l'Est du pays afin de privilégier la technologie du gaz naturel liquéfié. Les autorités entendent à cet égard soutenir le secteur solaire et ont lancé en septembre dernier la « *battle for solar energy initiative* » (« initiative combat pour l'énergie solaire ») qui vise à ajouter 220 MW au réseau électrique national d'ici 2020, et ce à travers la mise en place de 60 unités de 1 MW sous forme de partenariat public-privé (BOT) ainsi que d'un programme de subvention des installations photovoltaïque sur les toits. La construction de centrales solaires flottantes est également étudiée, notamment pour le réservoir de Maduru Oya (100 MW). L'exploitation du potentiel éolien devrait quant à elle débiter avec la construction d'une ferme d'une capacité de 100 MW dans la région de Mannar, dont le potentiel est estimé à 375 MW (financement BASD de 200 M\$ pour la première tranche).



Eau

Les enjeux de l'eau au Pakistan

Avec des ressources en eau de l'ordre de 1 200 m³ par an et par habitant, le Pakistan se classe dans la catégorie des pays en stress hydrique. Alors que la majorité des réserves d'eau douce est concentrée dans les glaciers et les neiges éternelles du nord, les précipitations, de plus en plus erratiques, ne permettent de reconstituer les réserves que partiellement chaque année. La demande en eau, tirée à plus de 90 % par le secteur agricole et son immense système d'irrigation, est amenée à poursuivre sa tendance haussière en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide, de l'agriculture intensive et de l'industrialisation. Simultanément, le dérèglement climatique, qui mène à une alternance de périodes de sécheresses sévères et de fortes inondations, les faibles capacités de stockage, la salinité croissante des eaux, le faible rendement agricole et les conflits transfrontaliers avec l'Inde et l'Afghanistan au sujet du partage des ressources font peser de lourdes menaces sur l'approvisionnement en eau et nourriture de la population. De la même manière, les infrastructures de traitement des eaux sont quasi-inexistantes et les quelques unités construites à Islamabad et Karachi vétustes, voire inexploitées. Cette situation entraîne la pollution des eaux et des sols à l'échelle du pays et multiplie les risques de maladies.

La France a octroyé en 2010 un financement relatif à la construction d'une unité de traitement des eaux usées et potables de la municipalité de Faisalabad (6,6 M d'habitants). Le projet, réalisé par Vinci, a permis au client, l'agence gouvernementale *WASA*, de renforcer sa capacité de fourniture de 57 000 m³ d'eau supplémentaire par jour, de porter de 6 à 10 heures la durée quotidienne du service au bénéfice de l'utilisateur et d'améliorer la qualité de l'eau potable. Inauguré en avril 2017, il devrait permettre de répondre aux besoins d'un tiers de la population de Faisalabad dans la mesure où 80 % de l'eau disponible sera utilisée à des fins domestiques et le reste à un usage industriel. L'extension de l'unité de traitement est actuellement à l'étude par la partie pakistanaise.

Aviation Civile

Les compagnies indiennes *low-cost* s'attaquent à de nouveaux marchés

Depuis 10 ans le nombre de passagers sur les vols a doublé avec l'augmentation du trafic aérien entre les grandes villes d'Inde. Pourtant, les transporteurs traditionnels qui offrent un service complet (*Full Service Airlines*) n'en ont que peu bénéficié. Ce sont les LCCs (*Low-Cost Companies*) qui sont à l'origine de cette croissance, passant d'une dizaine de milliers de passagers en 2007 à plus de 50 000 en 2016. Indigo, avec 40% du marché a ouvert la voie avec une stratégie classique de LCC, notamment en ayant recours à un seul type d'avion, l'A320, pour réduire les coûts au minimum. Mais la croissance en Inde est peut-être en train d'arriver à un plateau. La capacité maximum des grands aéroports est déjà atteinte et il faudra du temps pour développer significativement les infrastructures aéroportuaires. **La stratégie des compagnies *low-costs* est donc en train de changer.** Indigo a annoncé son intention de commander un deuxième type d'avion, des monocouloirs (50 ATRs franco-italiens), pour développer son réseau de vols sur les routes régionales. SpiceJet, qui a déjà des monocouloirs et qui vient d'ouvrir de nouvelles lignes régionales, a conservé une option sur des gros-porteurs dans sa commande d'avions Boeing, annoncée en début d'année. **Concernant les vols internationaux,** la compagnie Eurowings, filiale *low-cost* de Lufthansa, a annoncé l'ouverture de nouvelles liaisons vers l'Inde. Air France pourrait également se lancer sur ce marché avec son nouveau projet de filiale *low-cost*, Boost. Le temps des long-courriers *low-cost* en Inde est peut-être arrivé.

Agenda Passé

A venir

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Atelier à Pondichéry sur le financement des projets smart city (23 février) - Smart Grid Week à Delhi (7 au 10 mars) - Visite du Secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, Alain Vidalies, à New Delhi (11-13 avril) | <ul style="list-style-type: none"> - Rencontres avec les DISCOMS indiennes, organisées par Business France (8 juin, contact : gael.cazamea-catalan@businessfrance.fr) - Délégation smart city conduite par Paul Hermelin à Nagpur (23 juin) - 13^{ème} groupe de travail franco-indien sur le développement urbain à Paris (du 4 au 7 juillet) - Délégation française à Pondichéry sur le thème de la ville durable (juillet) - FICCI Smart cities summit à Delhi 20-21 septembre - Délégation du MEDEF en Inde, 25-28 septembre |
|---|--|

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur: Service Économique Régional 2/50 E Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi 110 021, INDE

Version originelle du 26 mai 2017

Rédigée par (par ordre alphabétique) : Anaïs BOITIERE, Pauline FOURNEL, Fanny HERVE, Lauriane HOUBIN, Hugues REYDET, Clément ROUCHOUSE, Rupert SALMON, Blanche VARLET